

JOURNAL DES

arts et métiers

AZB 3001 Berne

LE MENSUEL DES PME ROMANDES

FRANC FORT - Diminuer drastiquement les coûts de la régulation et plus d'argent pour la formation professionnelle: le comité de l'usam exige du Conseil fédéral plus de pouvoir de persuasion.

Agir de manière décisive!

Trois semaines après l'abandon du taux plancher, les conséquences sur le long terme de la valeur d'un euro en dessous de 1 fr. 20 se dessinent chaque jour plus nettement. Et la pression qui s'exerce sur les PME suisses devient corrélativement plus forte. Face à cette situation, le comité directeur de l'Union suisse des arts et métiers exige donc que le Conseil fédéral adopte rapidement une attitude proactive afin que les entreprises bénéficient d'aides et de soutien durant cette période difficile. Pour ne pas se perdre en route et afin que ces mesures déploient leurs effets dans l'économie réelle, il faut absolument qu'elles prennent pour cible les coûts de la régulation inutiles. Mais aussi la réforme de l'imposition des entreprises RIE III et le renforcement des moyens accordés à la formation professionnelle.

Mettre les bouchées doubles sur les coûts de la régulation

Car, avec des coûts de la régulation inutiles et atteignant des sommets, les PME de ce pays sont écrasées dans douze domaines à hauteur de 10 milliards de francs. «Cela fait déjà une année que le Conseil fédéral laisse traîner sur sa table de travail une série de propositions concrètes que nous avons faites et qui permettraient



Pour cette campagne anti-Billag, l'usam appelle les PME à travailler ensemble!

de diminuer de manière constructive les coûts de la régulation», lance Jean-François Rime, président de l'usam et conseiller national. Le plus déplorable, c'est que les gouvernements cantonaux ont laissé passer une magnifique occasion de se préparer politiquement à cette situation. «Pour cette raison, l'usam attend du Conseil fédéral qu'il donne une suite positive, rapide et orientée résultats à la diminution des coûts de la régulation.

Plus pour la formation

Une deuxième cible est identifiée dans la lutte contre les effets néfastes de la force du franc. L'usam estime que le timing est optimal pour un renforcement de la formation professionnelle. «C'est le socle sur lequel les PME construisent leur capacité à innover et à monter en force dans leur secteur, c'est ce qui renforce encore plus leur capacité concurrentielle», analyse Jean-François Rime. L'usam s'attend à ce que l'exécutif

fédéral s'engage avec force et de manière claire dans cette direction. Et d'ajouter: «Ce d'autant que pour les tâches de formation, de recherche et d'innovation, il dispose d'un budget annuel supplémentaire de 100 millions de francs.»

Pas de nouveaux impôts

A ces deux exigences et afin de renforcer la capacité concurrentielle de l'économie suisse en matière fiscale, l'usam estime qu'il est de toute première importance de garantir une ligne cohérente, en particulier de la réforme de l'imposition des entreprises RIE III. Et dans tous les cas, les PME suisses ne doivent pas voir leur charge fiscale encore augmenter!

Les inputs positifs de cette réforme ne doivent pas être réduits à néant avec l'introduction d'un impôt sur les gains en capitaux. Le comité de l'usam ne soutient pas telles mesures de compensation, tout comme la discussion sur la réintroduction d'une double imposition (abolie lors de la réforme de l'imposition des entreprises II).

usam

LIEN

www.sgv-usam.ch

L'INTERVIEW DU MOIS

Olivier Mark: nouvelle donne pour les PME

A la tête de Jardin Suisse et membre du comité de l'usam, Olivier Mark explique qu'il va falloir changer de paradigme: «Notre compétitivité est mise à mal. On ne s'en rendait peut-être pas bien compte, mais on vivait sur une orbite un peu artificielle. Il va falloir changer notre manière de penser.»

PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION

TESSIN - L'économie des PME au Tessin face à cette nouvelle vague adverse. Reportage, interview et portrait.

PAGES 13-15



TRANSMISSION - Un colloque réunit chefs d'entreprises et professionnels. Viser un état de préparation permanent!

PAGES 16-17



IMPÔTS MÉDIAS - Vote fédéral, le 14 juin prochain sur le sujet Billag. Une campagne de terrain!

Les absurdités d'un nouvel impôt

Cette fois, c'est définitif: la votation sur le sujet Billag aura lieu le 14 juin prochain. Et par ailleurs, cela fait une année que ce sujet est en «Une» du *Journal des arts et métiers*. C'est dire si le sujet nous tient à cœur!

Comme le souhaite l'usam, le peuple suisse devrait rejeter, non seulement l'initiative sur les successions, mais aussi cette nouvelle taxe média. Déjà 91 000 sur plus de 100 000 signatures récoltées en un temps record,

ont été confirmées par la Chancellerie fédérale.

Faire chauffer le tube

Comme le veut l'expression utilisée en TV, l'usam entend bien faire «chauffer le tube» durant cette campagne. Et ne pas permettre l'introduction d'une telle arnaque dirigée contre les PME. «Le résultat de la campagne de récolte des signatures a d'ailleurs montré de manière nette que le thème était sensible dans la population de ce pays», a commenté Jean-François Rime, peu après leur dépôt des cartons à la Chancellerie.

Thématiques bien kafkaïennes

De l'argumentaire, nous retiendrons: ■ le coût atroce: le nouvel impôt coûterait près de 1000 francs à chaque ménage;

■ la double imposition: elle affecterait les PME suisses, puisque les individus qui la composent paient déjà à titre privé;

■ l'absurde: comment s'imagine-t-on

Que voyez-vous autour de vous?

Dans la vie de tous les jours des PME, le caractère absurde de cette loi ressort tous les jours. Qu'il s'agisse d'un boulanger argovien, comme le décrit notre conseiller *Gewerbezeitung* dans ses pages. «Il n'est possible de continuer à nous plumer de la sorte, cela commence à bien faire et notre cahier des charges face au Canton et à la Confédération est désormais plein. Nous n'en pouvons plus et ce projet d'impôt sur les médias qui menace les entreprises est la goutte d'eau qui fait déborder le vase», explique Burkard Kreyenbühl, un artisan opposé à la taxe Billag.

L'usam compte sur vous!

Et dans votre entreprise, y a-t-il encore des gens qui ont le temps de regarder la TV ou de traîner en écoutant la radio? Ecrivez-nous sans autre pour nous dire ce que vous en pensez! Et soutenez l'usam dans cette campagne de terrain proche des chefs d'entreprises.



RÉCLAME

Placez votre argent de manière sûre et rentable en tant que PME

www.valiant.ch/cash-deposit
Votre banque en toute simplicité

OLIVIER MARK - Le Montreusien est président de Jardin Suisse et membre de la Chambre de l'usam. Il plaide pour une politique qui remet la compétitivité au centre des réflexions politiques.

Changer de paradigme

Journal des arts et métiers: Comment percevez-vous la situation, suite à la décision de la BNS d'abandonner le taux plancher?

■ **Olivier Mark:** Nous amorçons une phase économique plus difficile en Suisse par rapport à celle que nous avons vécue ces dernières années. On entre dans un nouveau paradigme où notre compétitivité est mise à mal. On ne s'en rendait peut-être pas bien compte, mais on vivait sur une orbite un peu artificielle. Il va falloir changer notre manière de penser dans les différents dossiers qui nous préoccupent.

«UN CONSOMMATEUR, UNE PME, ONT DES RESSOURCES LIMITÉES. C'EST CELA AUSSI, LA COMPÉTITIVITÉ.»

Jusqu'ici, on voyait cette compétitivité comme un combat interentreprises, dans les branches: il fallait être meilleur que le voisin, plus rapide, plus créatif, moins cher. Tout d'un coup, on se rend compte qu'on ne vit pas seulement dans un monde globalisé au plan international, entre les différentes nations, mais aussi au niveau de la création de richesses. Un consommateur, une PME, ont des ressources limitées. La question, désormais, sera de savoir comment la compétitivité va se développer par rapport à ces ressources. Mon garagiste me propose 40% de rabais si je change de voiture. Or, si j'accepte, j'aurai moins de ressources pour d'autres produits. Et de toute évidence, on ne fabrique pas de voitures en Suisse. En tant que président de Jardin Suisse, j'estime que la compétitivité doit être pensée non seulement par rapport au voisin, l'autre entreprise qui propose le même produit, mais aussi par rapport à l'offre globale. Tout le monde va vouloir faire la poche des consommateurs suisses. Et ce dernier va se demander comment il peut exploiter au mieux son pouvoir d'achat dans cette nouvelle constellation. De nouvelles voitures, des meubles italiens, des voyages. Et pendant ce temps, ce qui va sortir des PME suisses aura de la peine à se vendre. Tous les «majors» de l'économie mondiale qui produisent à grande échelle vont vouloir exploiter ce pouvoir d'achat suisse. Avec notre offre, du sur mesure et cousu main, notre artisanat devra lutter et cela ne va pas être simple. Il faudra montrer que nos produits



sont mieux adaptés et offrent une plus grande pérennité.

«LA PME N'EST PAS UNE SOURCE ARBITRAIRE DE REVENUS.»

Quelle est votre position sur l'initiative Billag?

■ Ces combats, comme celui contre l'initiative sur les successions, font sens, il faut les garder, mais les inscrire dans ce cadre plus général que je viens de décrire. D'optimisation des conditions cadres, de simplification administrative, d'équité, il faut éviter que les PME financent une deuxième fois ce que les particuliers ont déjà payé, j'en suis convaincu. Pour créer des conditions favorables, il faut éviter de nouvelles embûches. Le rôle premier des PME, c'est de créer de la valeur par le travail d'une équipe. Il ne faut pas transformer ces entreprises en boîte de redistribution de valeur, par mille mécanismes étagés et mille règlements. Et surtout: on ne peut pas redistribuer la valeur qui n'a pas encore été créée. Ce point est fondamental. C'est seulement une fois que l'on a créé la valeur qu'il devient possible de la partager et pas le contraire. C'est la base de l'économie libérale. Or avec Billag, on commence à redistribuer sans se préoccuper de qui fait quoi dans le système.

Comment analysez-vous le problème suisse actuellement?

■ On utilise la PME comme source arbitraire de revenus pour payer les tâches de l'Etat que l'on essaie de transférer à l'économie. Même si souvent celles-ci sont liées à des améliorations sociétales auxquelles les gens sont sensibles. Devant chez moi, on est en train d'enfourner trois containers à ordures pour un montant qui avoisine les six chiffres! Cela va être beau, sympa, plus facile à l'utilisation, esthétique... mais quelle est la plus-value? Est-ce que du point de vue de la compétitivité, on est encore dans le coup avec ce genre de perfectionnisme? A chaque décision de taxer l'économie et le citoyen, on remplit certes un rôle sociétal, mais par rapport aux PME, est-on capable ensuite de créer cette valeur et de faire face à nos compétiteurs avec tous ces coûts que l'on est en train de se mettre sur le dos? A la fin, il faudra payer ce que l'on a commandé et cela me fait peur. Il faudrait à l'avenir choisir nos combats et mieux établir la relation entre le coût et le but recherché.

Seriez-vous tenté par un programme d'austérité?

■ Non, le terme d'austérité incorpore la notion de privation. Or je dirais qu'il faut se poser la question de la compétitivité. Est-on obligé de faire plus que les autres, avant les autres, plus fort que les autres, plus vite que les autres? A-t-on vraiment cette mis-

sion d'exemplarité dans tous les domaines? Je parlerai plutôt de choix des combats. La Grèce est dans l'austérité. Elle s'est surendettée. C'est précisément ce que je souhaite que nous évitions: que les entreprises s'endettent en visant au loin des buts impossibles à atteindre. La Grèce s'est endettée avec un très bas niveau de vie, dans l'espoir de progresser. Et nous ne devons pas nous endetter pour devenir le modèle des modèles dans tous les domaines. Cela implique donc certaines restrictions.

Dans quels domaines précis fait-on du zèle en Suisse?

■ On vit dans une certaine opulence et dans tous les domaines, on a tendance à en faire un peu plus que la moyenne. Au niveau de l'infrastructure routière, on retape les mêmes tronçons. Dans les normes en général, on veut être parfait dans chaque domaine. Les poubelles, c'est typique! En Suisse, on cherche la perfection dans tous les domaines.

N'est-ce pas précisément la priorité de ce «jardin suisse»?

■ Vous touchez au paradoxe. Ce qui fait la force de la Suisse, c'est précisément cette bienfaisance du travail. Ce qui fait l'attractivité du tourisme, c'est un environnement soigné. Mais il ne faudrait pas devenir la caricature de nous-mêmes. Je reviens à la notion de compétitivité. Je fais du vélo. Pédaler un peu plus vite que mon coéquipier, cela me permet d'arriver plus vite. Mais si je veux toujours être devant tout le monde et à chaque instant, je m'épuiserai sans y arriver. Il faut savoir mesurer ses forces pour gérer son avance.

«LAISSER DES ESPACES DE LIBERTÉ AUX ENTREPRENEURS»

En Suisse, on a eu de la peine à gérer notre avance ces dernières années. On a pourtant cherché dans les domaines éthiques, sociaux, durables, à être devant partout. Cela fait le charme de l'offre helvétique. Mais si on exagère, ça risque de creuser notre tombe!

Comment sortir de cette ornière?

■ La juste mesure viendra d'une forme de libéralisation où on laisse des choix à ceux qui créent la valeur. Et ensuite seulement, il devient possible d'améliorer certains paramètres. Quand on crée un cadre trop rigide, les gens ne se lancent plus dans l'aventure entrepreneuriale. Il faut laisser aux entreprises des espaces de liberté! Ce qui a fait la force de ce pays, c'est la cohésion sociale, le respect des uns et des autres. C'est l'un de nos forces, également à l'intérieure des PME: nos chefs d'entreprises travaillent du matin au soir avec leurs équipes. Nous devons retrouver une identification de la population avec les entreprises de ce pays. Cultiver la cohésion sociale, du reste, c'est aussi valable à l'intérieur de nos troupes. Nous avons besoin de tout le monde, au-delà des civiques et des croyances personnelles.

Propos recueillis par François Othenin-Girard

L'ÉDITORIAL

Timing pour les coûts de la réglementation!



Henrique Schneider, usam

La situation politico-économique est préoccupante. Elle exige des mesures résolues de la part du Conseil fédéral. Mais que doit-il faire au juste? La réponse, l'Union suisse des arts et métiers usam l'avait en 2010 déjà et elle l'a encore aujourd'hui: réduire immédiatement les coûts inutiles dus à la réglementation! Depuis longtemps, la classe politique répète son intention de les réduire, mais cette volonté ne s'est toutefois jamais traduite dans les faits. Durant ces années-là, alors que la Banque nationale suisse (BNS) n'a cessé de répéter le caractère temporaire du taux plancher, aucune mesure politique n'a été adoptée dans les faits, concrètement, pour renforcer le tissu économique suisse. Aujourd'hui, force est de constater, avec amertume, que la politique a insuffisamment préparé le monde économique à la levée subite et inévitable du taux plancher de l'euro.

Et maintenant, la situation est devenue pressante, car le franc fort fait bondir les frais fixes de 10 à 20%! Ce surcoût conséquent met les PME sous forte pression, en particulier celles qui sont actives dans l'industrie d'exportation. Pour amortir les conséquences négatives de cette situation sur la croissance économique et sur l'emploi, il faut absolument appliquer une politique responsable. A commencer par une amélioration des conditions cadre de l'ensemble de notre économie. On ne réclame pas des mesures extraordinaires et l'enjeu n'est même pas de «sauver l'industrie d'exportation». Non, il s'agit de solutions simples qui profiteraient à la Suisse entière. A commencer - justement - par l'abaissement des coûts de la régulation.

En juin 2010 déjà, l'usam présentait son étude sur les coûts de la régulation en Suisse, des coûts évalués au total et à l'échelon national à 50 milliards de francs. Sur la base de cette étude, le Congrès des arts et métiers a proposé des mesures concrètes d'abaissement des coûts intenable de la régulation, pour une valeur minimum de 10 milliards de francs jusqu'en 2018. Par le postulat Fournier, le Conseil fédéral fut contraint d'ouvrir une enquête tendant à mesurer ces coûts de la régulation. Et puis, le rapport de Berne est tombé en décembre 2013.

Ce rapport a abouti, pour l'essentiel, aux mêmes conclusions que le rapport de l'usam: en ne prenant que douze dossiers relevant de la compétence de la Confédération, on totalise déjà un potentiel d'économie de coûts de la régulation à hauteur de 10 milliards de francs! Dans la foulée, le dossier détaillait les propositions concrètes permettant de déléster les entreprises. En l'état actuel, le Conseil fédéral n'aurait donc rien d'autre à faire que de transposer des mesures qu'il a lui-même proposées. Et comme une grande majorité de ces dernières ne nécessiteraient pas d'adaptation de loi, elles seraient applicables immédiatement!

C'est pourquoi l'usam exige que, sans délai, le Conseil fédéral prenne ce travail en main sans plus tarder. Par la transposition rapide d'une panoplie de mesures réduisant les coûts inutiles de la régulation, l'organe exécutif fédéral permettrait d'amortir le choc du franc fort et d'assurer la stabilité de l'emploi. Et, dans l'économie suisse et dans les PME en particulier, tout le monde y gagnerait de manière certaine et rapide. Les entreprises de ce pays pourraient de ce fait remettre leur énergie dans les projets d'avenir plutôt que de prévoir des mesures qui se traduiraient par un ralentissement de notre économie.

RÉCLAME

di ga meubles

Compétence et plus!

Depuis 1859, le partenaire n°1 du commerce spécialisé. Chez di ga, profitez de **conditions commerciales attractives sur tout l'assortiment!**

1023 Crissier/VD	8854 Galgenen/SZ	4133 Pratteln/BL
8953 Dieltikon/ZH	1700 Granges-Paccot/FR	9532 Rickenbach à WillTG
8600 Dübendorf/ZH	4614 Hägendorf/SO	
6032 Emmen/LU	3421 Lysbach/BE	Service info: 055 450 55 55

Chez di ga on y va!

155
JAHRE/ANS
1859 - 2014

✓ SÉJOUR ✓ DORMIR ✓ CUISINES ✓ BUREAUX www.diga.ch